

Délibération n° 2017-013 du 15 février 2017

de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives portant autorisation au transfert d'informations nominatives vers les Etats-Unis d'Amérique ayant pour finalité

« *Transmettre les rapports périodiques à l'IRS (Internal Revenue Service) afin de répondre aux obligations fiscales de l'accord dit « FATCA »* »

présenté par BNP Paribas Succursale de Monte-Carlo

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du Conseil de l'Europe du 4 novembre 1950 ;

Vu la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et son Protocole additionnel ;

Vu la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 relative à la protection des informations nominatives, modifiée ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.230 du 19 juin 2009 fixant les modalités d'application de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée, susvisée ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.692 du 23 mars 2010 rendant exécutoire l'Accord entre le Gouvernement de la Principauté de Monaco et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, signé à Washington le 8 septembre 2009 ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.693 du 23 mars 2010 relative à la coopération internationale en matière fiscale ;

Vu la délibération n° 2013-116 du 16 septembre 2013 de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives portant recommandation sur les traitements automatisés d'informations nominatives ayant pour finalité « *la gestion des obligations issues de la réglementation dite « FATCA »* » ;

Vu les obligations mises à la charge des établissements financiers américains et non américains par la réglementation dite « *FATCA* » et issue du Foreign Account Tax Compliance Act du 18 mars 2010 ;

Vu la demande d'autorisation déposée par BNP Paribas SA, établie à Monaco par sa succursale BNP Paribas Succursale de Monte-Carlo, le 30 novembre 2016, concernant la mise en œuvre d'un traitement automatisé ayant pour finalité « *Gestion des obligations issues de la réglementation Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)* » ;

Vu la demande d'autorisation concomitamment déposée par BNP Paribas SA, établie à Monaco par sa succursale BNP Paribas Succursale de Monte-Carlo, le 30 novembre 2016, concernant la mise en œuvre d'un traitement automatisé ayant pour finalité de « *Transmettre les rapports périodiques à l'IRS (Internal Revenue Service) afin de répondre aux obligations fiscales de l'accord dit « FATCA »* » ;

Vu le rapport de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives en date du 15 février 2017 portant examen du traitement automatisé susvisé.

La Commission de Contrôle des Informations Nominatives,

Préambule

BNP Paribas SA, établie à Monaco par sa succursale BNP Paribas Succursale de Monte-Carlo, a concomitamment soumis à la Commission un traitement ayant pour finalité « *Transmettre les rapports périodiques à l'IRS (Internal Revenue Service) afin de répondre aux obligations fiscales de l'accord dit « FATCA »* ».

Le traitement susvisé nécessite le transfert de données vers l'Administration fiscale américaine, sise aux Etats-Unis d'Amérique.

Ce Pays ne disposant pas d'un niveau de protection adéquat au sens de la législation monégasque, le transfert d'informations nominatives est soumis à l'autorisation de la Commission, conformément aux articles 20 et 20-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, objet de la présente demande.

I. Finalité et fonctionnalités du traitement

Le responsable de traitement indique que le traitement a pour finalité de « *Transmettre les rapports périodiques à l'IRS (Internal Revenue Service) afin de répondre aux obligations fiscales de l'accord dit « FATCA »* ».

Il concerne « *les clients (personnes physiques et personnes morales), mandataires, dirigeants, bénéficiaires économiques effectifs* ».

A cet égard, il précise que « *la réglementation FATCA impose aux intermédiaires financiers non-américains la responsabilité d'identifier les contribuables américains (« Specified US Persons ») dans leurs bases clients. Cette identification permettra d'établir des déclarations à l'IRS sur les revenus bénéficiant directement ou indirectement à ces derniers, permettant ainsi le recoupement automatisé avec leurs déclarations individuelles auprès de l'IRS* ».

En outre, il ajoute que « *les données transférées auprès de l'IRS ne concernent que les personnes qualifiées de « Specified US Persons », aucune donnée nominative n'étant transmise pour les personnes dites « récalcitrantes » (informations consolidées)* ».

Au vu de ces éléments, la Commission constate que la finalité du traitement est déterminée et explicite, conformément aux dispositions de l'article 10-1 de la Loi n° 1.165, modifiée.

II. Les informations collectées concernées par le transfert

Le responsable de traitement indique que les informations nominatives concernées par le transfert sont celles relevant des catégories « *identité* », « *adresses et coordonnées* », « *caractéristiques financières* », « *indices d'américanité* » et « *situation de famille* » du traitement automatisé concomitamment soumis ayant pour finalité « *Gestion des obligations issues de la réglementation Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)* » ».

Ces informations nominatives sont :

- identité : *Racine (compte) PP/PM* : numéro de compte, numéro interne d'identification (numéro unique), nom long ou raison sociale, lieu de naissance, nationalité, résidence géographique, résidence fiscale, numéro d'identifiant fiscal (TIN number), statut FATCA, documentation FATCA ; *Racine (compte) PM* : raison sociale, type de société, statut de la société, lieu d'immatriculation (pays), numéro GIIN ; *Intervenants titulaires/mandataires/dirigeants* : Titre (M/Mme/Mlle), nom, nom de jeune fille, prénom, date de naissance, pays de naissance, nationalité, résidence géographique, résidence fiscale QI, résidence fiscale, numéro d'identité fiscale ; *Intervenant BEE* : nom, nom de jeune fille, date et lieu de naissance, nationalité, lieu de résidence actuelle, lieu de résidence fiscale, statut FATCA, documentation FATCA signée, numéro interne d'identification (numéro unique) ;
- situation de famille : *Intervenants titulaires/mandataires/dirigeants* : Etat civil (célibataire, marié, divorcé, veuf) ;
- adresses et coordonnées : *Racine (compte) PP/PM* : liste des adresses principale et secondaires, adresse fiscale, coordonnées téléphone fixe et mobile/fax/email personnelles et professionnelles ; *Intervenants titulaires/mandataires/dirigeants* : adresse personnelle de l'intervenant (si fournie) ;
- caractéristiques financières : *Intervenants titulaires/mandataires/dirigeants* : montant des soldes et des revenus, devise de référence du compte, solde de comptes bancaires, dividendes, produits de cession de titres, produits de remboursement ou autres revenus financiers, assurance-vie, virement permanent de fonds vers un compte ouvert aux USA ; *Intervenant BEE* : nombre de parts, droit de vote en pourcentage ;
- indices d'américanité : nationalité américaine ou adresse fiscale aux USA, lieu de naissance aux USA, adresse de correspondance aux USA, numéro(s) de téléphone aux USA, procuration ou délégation de signature accordée à une personne ayant une adresse fiscale ou une correspondance aux USA, instructions bancaires permanentes pour transférer des fonds vers un compte bancaire ouvert aux USA, titulaire d'une carte verte.

Les destinataires des informations transférées sont les agents habilités de l'IRS (Internal Revenue Service), l'Administration fiscale américaine, sise à 5000 Ellin Road, Room C1-100, New Carrollton – MD 20706 Etats-Unis d'Amérique.

La Commission considère que les informations nominatives transférées sont « *adéquates, pertinentes et non excessives* », conformément à l'article 10-1 de la Loi n° 1.165, du 23 décembre 1993.

III. Sur le consentement au transfert des données vers les Etats-Unis d'Amérique

La Commission rappelle que la licéité et la justification des obligations issues de la réglementation dite « *FATCA* » sont appréciées dans le cadre du traitement ayant pour finalité « *Gestion des obligations issues de la réglementation Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)* », concomitamment soumis par le responsable de traitement.

Dans ce cadre, des transferts d'informations nominatives sont effectués par la Banque vers l'Administration Fiscale des Etats-Unis d'Amérique, Pays ne disposant pas d'un niveau de protection adéquat au sens de l'article 20 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

Le responsable de traitement justifie ces transferts par le recueil du consentement des personnes concernées, conformément à l'article 20-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

A cet égard, il indique que « *la banque est tenue de recueillir le consentement du Client sur le traitement et la transmission des informations nominatives liées au respect de la réglementation FATCA, au moyen des formulaires internes de levée du secret bancaire ou « waivers »* ».

A cet effet, il a joint :

- les formulaires internes de levée du secret bancaire ou « *waiver* » au sens de la réglementation FATCA ;
- les formulaires de l'IRS (W-8BEN, W-8BEN-E, W-8IMY, W-9).

A la lecture de la documentation jointe au dossier, la Commission observe qu'elle permet à la personne concernée de mesurer les conséquences tant de son consentement que de son refus, conformément au point IV de la délibération n° 2013-116 du 16 septembre 2013.

IV. Sur la sécurité du transfert et des informations

Les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité du transfert et des informations concernées n'appellent pas d'observation particulière.

La Commission rappelle néanmoins que, conformément à l'article 17 de la Loi n 1.165 du 23 décembre 1993 les mesures techniques et organisationnelles mises en place afin d'assurer la sécurité et la confidentialité du traitement au regard des risques présentés par celui-ci et de la nature des données à protéger devront être maintenues et mises à jour en tenant compte de l'état de l'art, afin de permettre de conserver le haut niveau de fiabilité attendu tout au long de la période d'exploitation du présent traitement.

Après en avoir délibéré,

la Commission de Contrôle des Informations Nominatives **autorise BNP Paribas Succursale de Monte-Carlo à procéder au transfert d'informations nominatives à destination des Etats-Unis d'Amérique ayant pour finalité « *Transmettre les rapports périodiques à l'IRS (Internal Revenue Service) afin de répondre aux obligations fiscales de l'accord dit « FATCA »* ».**

Le Président

Guy MAGNAN